

Conseillers en exercice :	77	L'an deux mille vingt-cinq, le dix-sept novembre, à dix-neuf
Présents :	50	heures, le Conseil Communautaire s'est réuni en séance
Absents excusés :	18	ordinaire à la salle des Conférences du Rozier Coren à
Pouvoirs :	9	Saint-Flour, après convocation légale en date du 7
Votants :	59	novembre 2025, sous la Présidence de Madame Céline
		CHARRIAUD.

Présents :

M. Pascal CHAUVEL, M. Didier AMARGER, MME Béatrice ANTONY, M. Frédéric ASTRUC, MME Nicole BATIFOL, MME Sophie BENEZIT, M. Jean-Paul BERTHET, M. Jean-Luc BOUCHARINC, MME Sylvie VAISSADE, M. Alberto COSTANTINI, MME Céline CHARRIAUD, M. Pierre CHASSANG, M. Marcel CHASTANG, M. Gilbert CHEVALIER, M. Guy CLAVILIER, M. Gérard COURET, M. Philippe DE LAROCHE, M. Philippe DELORT, M. Gérard DELPY, M. Philippe ECHALIER, M. Christian GENDRE, M. Gilbert GLANDIERES, M. Jérôme GRAS, MME Olivia GUEROUlt, MME Martine GUIBERT, M. Axel JOURQUIN, M. Jean-Pierre JOUVE, MME Nathalie LESTEVEN, MME Annick MALLET, M. Bernard MAURY, M. Guy MICHAUD, M. Daniel MIRAL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Gérard MOULIADE, M. Louis NAVECH, MME Emmanuelle NIOCEL JULHES, M. René PELISSIER, M. Jean-Luc PERRIN, MME Marie PETITIMBERT, M. Marc POGNET, M. Jean-Claude PRIVAT, M. Bernard REMISE, MME Bernadette RESCHE, M. Jean-Paul RESCHE, MME Jeanine RICHARD, M. Robert ROUSSEL, M. Pierre SEGUIS, MME Maryline VICARD, M. Christophe VIDAL, M. David VITAL.

Absents excusés :

MME Annie ANDRIEUX, MME Pierrette BEAUREGARD, M. Hervé VIGIER, MME Marina BESSE, M. Gilles BIGOT, M. Claude BONNEFOI, MME Yolande CHASSANG, M. Bernard COUDY, M. Vital GENDRE, M. Éric GOMESSE, MME Nadine JANVIER, M. Jonathan LAROUSSINIE, MME Sylvie PORTAL, M. Pascal POUDEVIGNE, M. Olivier REVERSAT, MME Patricia ROCHÈS, M. Michel ROUFFIAC, M. Serge TALAMANDIER.

Pouvoirs :

M. Richard BONAL donne pouvoir à MME Céline CHARRIAUD
M. Jean-Marc BOUDOU donne pouvoir à M. Daniel MIRAL
M. Éric BOULDOIRES donne pouvoir à M. Philippe DELORT
M. Frédéric DELCROS donne pouvoir à M. Jérôme GRAS
MME Bonnie DELEPINE donne pouvoir à MME Annick MALLET
MME Ghislaine DELRIEU donne pouvoir à M. Jean-Jacques MONLOUBOU
M. Jean-Marie MEZANGE donne pouvoir à M. David VITAL
MME Marine NEGRE donne pouvoir à MME Maryline VICARD
M. Loïc POUDEROUX donne pouvoir à MME Sophie BENEZIT

Madame Maryline VICARD a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

La Présidente certifie qu'un extrait de la présente délibération sera publié sous format électronique sur le site internet de Saint-Flour Communauté le **25 NOV. 2025**, conformément à l'ordonnance n°2021-1310 du 7 octobre 2021 et au décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture du Cantal, le **25 NOV. 2025**

Tout recours contentieux à l'encontre de la présente délibération doit être déposé, dans un délai de deux mois à compter de son affichage, auprès du Tribunal Administratif de CLERMONT-FERRAND.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérécoeurs citoyens accessible à partir du site www.telerecoeurs.fr.

OBJET : Doter le territoire d'un outil de développement des énergies renouvelables - point d'étape

RAPPORTEUR : Madame Céline CHARRIAUD

Dans le cadre du diagnostic du Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) de l'Est Cantal réalisé en 2019, les consommations énergétiques du territoire de Saint-Flour Communauté s'élevaient à 803 GWh essentiellement dues à la mobilité (53%) et aux besoins en chauffage (27%) des habitants du territoire.

En 2019, la production énergétique de ce même territoire était de 471 GWh, ce qui couvre donc près de 59% des consommations (bien au-delà de la tendance nationale qui est de 16,5%).

Les principales sources d'énergie renouvelable identifiées sont l'hydroélectricité (33%), le bois énergie industriel ou tertiaire (20%), l'éolien (19%) ou encore le bois énergie domestique (17%). Le solaire photovoltaïque ne représente que 7% de ce mix énergétique et revêt donc un fort potentiel de développement pour le territoire de Saint-Flour Communauté.

Par ailleurs, la loi d'accélération des EnR (dite loi APER) impose la solarisation des bâtiments et des parcs de stationnement selon certains critères.

Aussi, afin de poursuivre le développement de la part d'énergies renouvelables produite sur son territoire, de répondre à ses obligations, mais aussi de conserver au maximum la valeur ajoutée issue de cette activité sur le territoire, Saint-Flour Communauté envisage la création d'une société d'investissement locale pour le développement des projets de production d'énergies renouvelables (EnR). Le Conseil communautaire avait déjà pris une délibération en ce sens le 27 mai 2024, pour créer une Société par Actions Simplifiée (SAS), nécessitant la recherche d'un ou plusieurs co-actionnaires. En s'interrogeant sur ce partenariat financier et via l'accompagnement d'un bureau d'études spécialisé (SOLSTYSS), les réflexions ont fait émerger la possibilité de recourir à une Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle (SASU), qui pourrait s'avérer beaucoup plus simple à gérer pour Saint-Flour Communauté, puisqu'elle en serait la seule actionnaire.

Ainsi, le montage envisagé serait de créer une SASU, tête d'affiche, qui développerait les projets (réalisation des études, des plans d'affaires, des demandes d'autorisations...), puis de créer ensuite des sociétés (sous la forme de SAS, ouvertes au coactionariat) qui investiraient ces projets clés en main, dérisqués, ou encore pourraient participer au capital d'opérations portées par des privés (exemple du projet de centrale photovoltaïque au sol envisagée sur la commune d'Espinasse). L'intérêt de cette organisation est de ne pas faire porter l'endettement à l'EPCI, de s'affranchir de la TVA, de bénéficier des produits de la vente d'énergie et ainsi de conserver au maximum la valeur ajoutée sur le territoire.

L'EPCI participerait alors au capital de ces sociétés et réaliserait des avances en comptes courant d'associés à ces sociétés (cela s'apparente à un prêt que la société rembourse ensuite à l'EPCI avec des intérêts). La création d'une société permet également un affichage, une image de marque pour la collectivité permettant de promouvoir l'action publique. De plus, pour obtenir un contrat de revente de l'énergie dans le cadre des appels d'offre de la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE), les collectivités bénéficient de points bonus par rapport aux structures privées. Enfin, les bénéfices générés pourraient permettre d'investir dans de nouveaux projets (photovoltaïque, géothermie...) permettant d'assurer une continuité de développement vertueux.

5 projets de production d'énergie renouvelable ont d'ores et déjà été identifiés et pourraient faire l'objet d'un portage par une société de projets :

- Trois projets d'ombrières photovoltaïques situés sur des parkings intercommunaux entrant dans l'obligation de solarisation (loi APER) ;
- Un projet de petite centrale photovoltaïque au sol sur une parcelle de la Z.A. du Rozier Coren ;

Accusé de réception en préfecture
015-200066660-20251117-DELIB2025-194-DE
Date de télétransmission : 25/11/2025
Date de réception préfecture : 25/11/2025

- Un projet de création d'un réseau de chaleur géothermique sur la commune de Chaudes-Aigues.

Le montant estimé pour les 4 projets photovoltaïques s'élève à 2,9 millions d'euros et le projet géothermique, qui prévoit actuellement de relier une dizaine de bâtiments publics, serait de l'ordre de 1,5 million d'euros.

Le bouquet de projets photovoltaïques serait suffisant pour une première tranche de travaux car il est généralement conseillé d'atteindre 2 millions d'euros de projets pour solliciter les banques et lever la dette. Il est précisé que ces projets pourront bénéficier d'une aide du Plan d'Accompagnement de Projet (PAP) de la reconstruction partielle de la ligne 225 000 Volts Rueyres-Savignac pour un montant de 210 714 €. Cette aide a été validée lors du comité de suivi du PAP, en date du 16 octobre 2025. La convention de financement est en cours de signature.

Il est proposé aux élus communautaires de prendre connaissance de la synthèse réalisée par le bureau d'études SOLSTYSS ci-annexée et de son schéma de principe, qui présentent les possibilités de montage juridique et financier de type Sociétés par Actions Simplifiée Unipersonnelle ou avec coactionnaires envisagées par Saint-Flour Communauté. Une liste des projets privés de production d'énergie renouvelable identifiés sur le territoire communautaire sera également présentée en séance.

Il est indiqué aux élus communautaires que les études de faisabilité des projets identifiés vont se poursuivre. Une analyse financière et fiscale permettra de comparer les avantages et inconvénients d'un portage par une SASU/SAS ou d'un portage en direct par Saint-Flour Communauté sur la durée de vie des équipements (mécanisme de TVA, coût de création, fonctionnement, gouvernance...) afin de donner toutes les clés de décisions à la prochaine mandature.

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé du rapporteur et après en avoir délibéré,

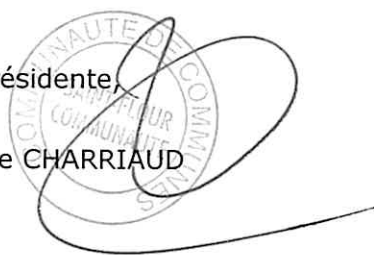
± PREND ACTE de la présentation de l'ensemble des éléments portés à sa connaissance ci-dessus et annexés à la présente délibération.

POUR : 59 VOIX

Ainsi délibéré en séance les jours, mois et an susdits, et les membres présents ont signé au registre,

La Présidente,

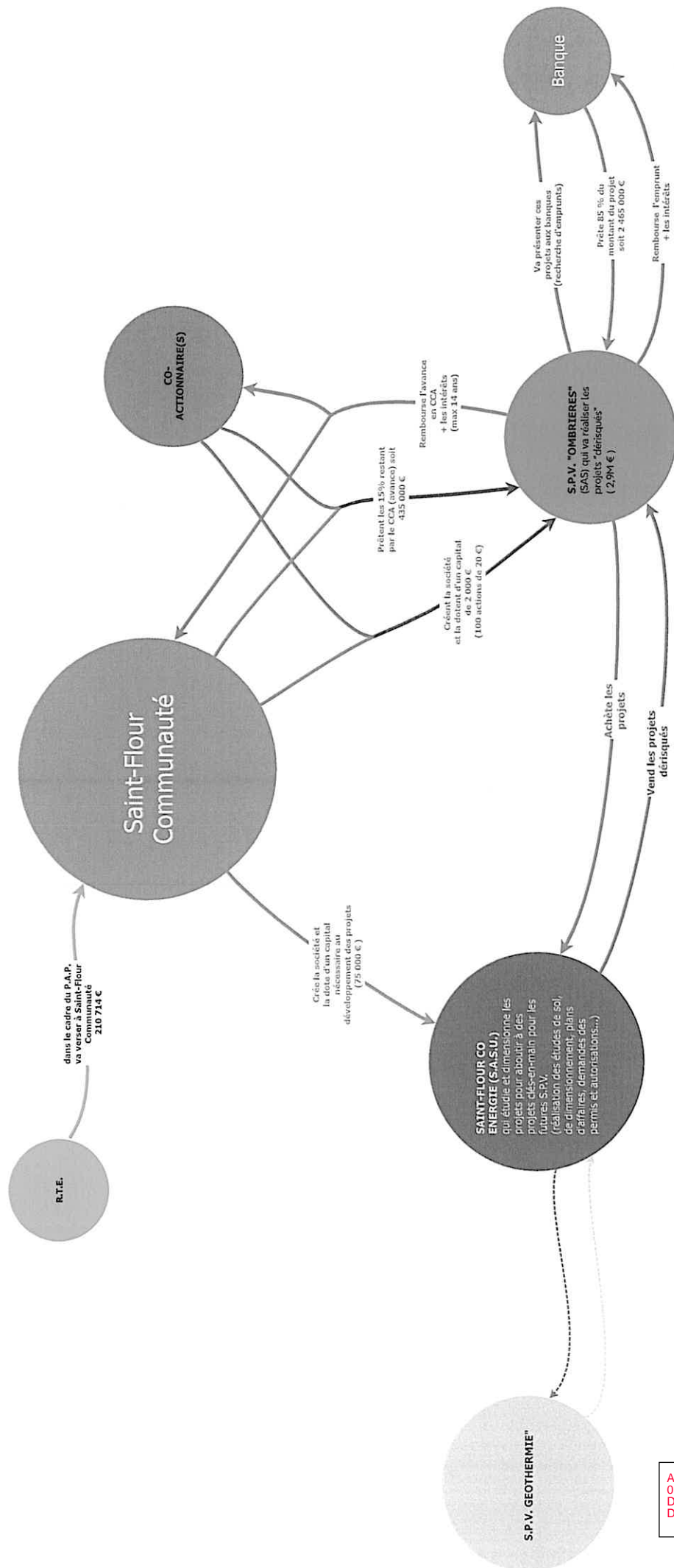
Céline CHARRIAUD

A large, stylized handwritten signature in black ink, written over a circular official stamp of Saint-Flour Communauté.

La secrétaire de séance,

Maryline VICARD

A large, stylized handwritten signature in black ink, written over a circular official stamp of Saint-Flour Communauté.



Légende :

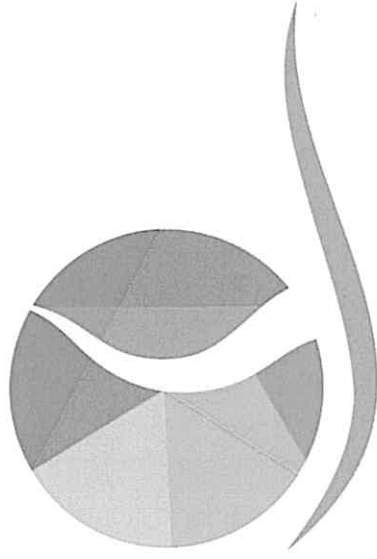
- S.A.S.U. : Société par actions simplifiée unipersonnelle
- S.A.S. : Société par actions
- S.P.V. : Société de projets
- C.C.A. : compte courant d'associés
- R.T.E. : Réseau de Transport d'Electricité
- P.A.P. : Plan d'Accompagnement du Projet de la reconstruction partielle de la ligne à 225 000 Volts Rueyres-Savignac

Accusé de réception en préfecture
015-200066660-20251117-DELIB2025-194-DE
Date de télétransmission : 25/11/2025
Date de réception préfecture : 25/11/2025



Montage et gestion de sociétés de production d'EnR

Le 3 novembre 2025



Saint-flour
COMMUNAUTÉ

AUBRAC
PIERREFORTAIS
PLANÈZE TRUYÈRE
CALDAGUÈS MARGERIDE

- I. Le montage envisagé par Saint-Flour Communauté
- II. Atouts, Faiblesses, Opportunités, Menaces
- III. La procédure de création de SAS
- IV. La gestion de SAS
- V. Les projets identifiés à ce jour

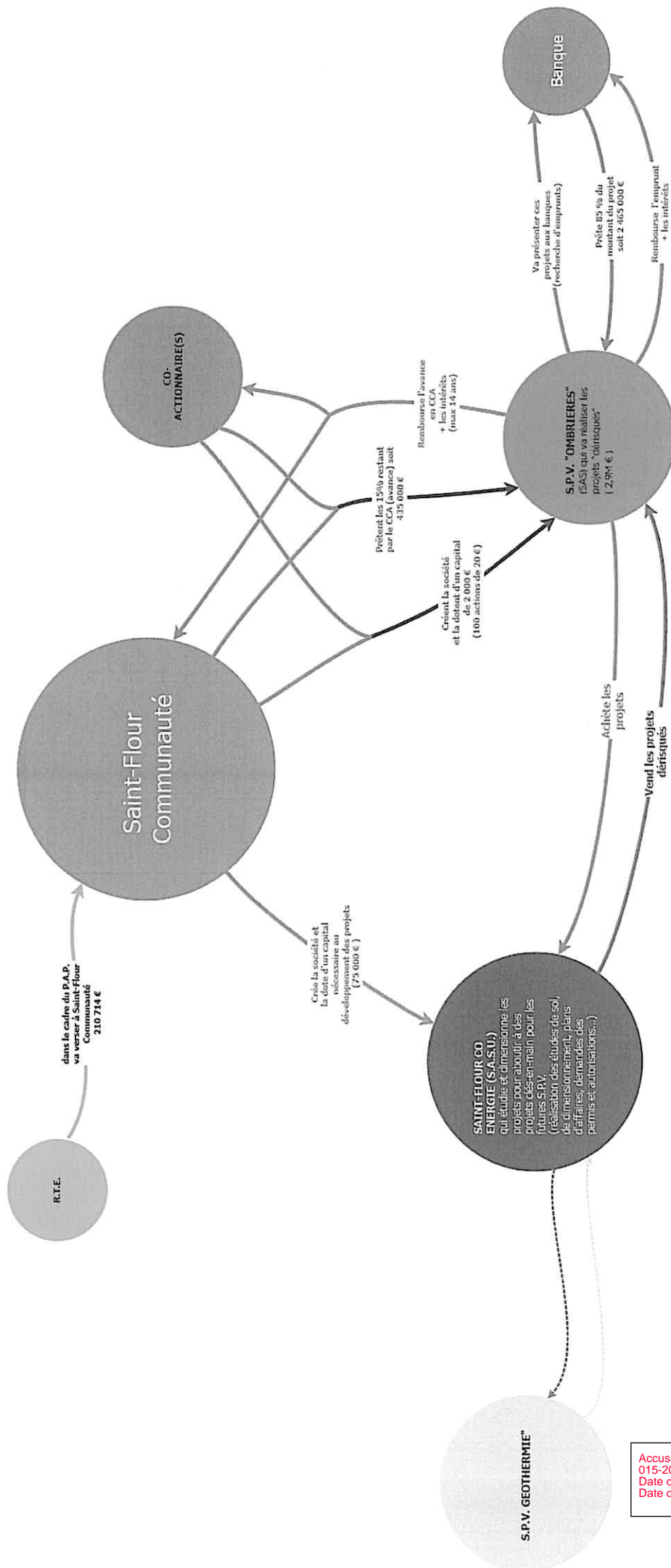
I. Le montage envisagé par Saint-Flour Communauté

II. Atouts, Faiblesses, Opportunités, Menaces

III. La procédure de création de SAS

IV. La gestion de SAS

V. Les projets identifiés à ce jour



Légende :
 S.A.S.U. : Société par actions simplifiée unipersonnelle
 S.A.S. : Société par actions simplifiée
 S.P.V. : Société de projets
 C.C.A. : compte courant d'associés
 R.T.E. : Réseau de Transport d'Electricité
 P.A.P. : Plan d'Accompagnement du Projet de la reconstruction partielle de la ligne à 225 000 Volts Rueyres-Savignac

Accusé de réception en préfecture
 015-200066660-20251117-DELIB2025-194-DE
 Date de télétransmission : 25/11/2025
 Date de réception préfecture : 25/11/2025

I. Le montage envisagé par Saint-Flour Communauté

II. Atouts, Faiblesses, Opportunités, Menaces

III. La procédure de création de SAS

IV. La gestion de SAS

V. Les projets identifiés à ce jour

Le montage envisagé par Saint-Flour Communauté

Les SAS sans coactionnaires (SASU)

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none">• Gouvernance libre• Capital social libre• Gestion souple• In-House• Pas de TVA	<ul style="list-style-type: none">• Cadre non-explicite dans le CGCT• Soumis au Code de la Commande Publique• Frais de gestion de société
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none">• Démontre l'investissement de la collectivité dans la Transition Energétique• Démarche avant-gardiste valorisable	<ul style="list-style-type: none">• Risque pénal pour l'élu Président de la SASU si montage en holding, c'est-à-dire si une société « mère » détient du capital des SPV

Accusé de réception en préfecture
015-200066660-20251117-DELIB2025-194-DE
Date de télétransmission : 25/11/2025
Date de réception préfecture : 25/11/2025

Le montage envisagé par Saint-Flour Communauté

Les SAS avec coactionnaire(s)

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none">• Apport de moyens financiers par l'associé• Modalités de gouvernance potentiellement libres• Capital social potentiellement libre• Pas de TVA	<ul style="list-style-type: none">• Cadre non-explicite dans le CGCT• Soumis au Code de la Commande Publique• Sortie du cadre du In-House si capitaux privés• Perte de pouvoir dans la SPV (gouvernance partagée)• Gestion plus lourde dans la SPV (moyens supplémentaires pour « faire vivre » le partenariat)• Frais de gestion de société
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none">• Démonstre l'investissement de la collectivité dans la transition Energétique• l'associé peut apporter des compétences• l'associé peut apporter de nouveaux projets	<ul style="list-style-type: none">• Risque pénal pour l'élu Président de la SASU si montage en holding, c'est-à-dire si une société « mère » détient du capital des SPV• Cas du désaccord entre associés• Abus de confiance de l'associé

I. Le montage envisagé par Saint-Flour Communauté

II. Atouts, Faiblesses, Opportunités, Menaces

III. La procédure de création de SAS

IV. La gestion de SAS

V. Les projets identifiés à ce jour

La procédure de création de SAS

- Les prérequis

Étape	Remarque
Avoir la compétence (au choix) : <ul style="list-style-type: none">• Prendre une ou plusieurs compétences facultatives (ex : grandes centrales photovoltaïques au sol, grand éolien)• Se baser sur les compétences obligatoires de la collectivité (développement économique, aménagement de l'espace public)	Première solution plus solide juridiquement mais impose la prise de compétences (procédure, délais). Deuxième solution moins solide juridiquement mais immédiat.
Réaliser une étude préalable (viabilité économique, risque, vérification des capacités budgétaires)	Pas obligatoire mais fortement recommandé (la rédaction d'un plan d'affaires est particulièrement recommandée lors de la constitution d'une société)
Rédiger le projet de statuts de la société	Obligatoire. Document public.
Désigner un Commissaire aux Comptes	Optionnel dans notre cas.
En cas de coactionariat : rédiger un projet de pacte d'actionnaires qui définit les relations entre associés et les modalités de gestions.	Fortement recommandé. Document privé.

La procédure de création de SAS

- La procédure complète

Étape	
Signer les statuts	
Choisir l'établissement bancaire qui hébergera le compte de la société, l'informer du souhait de créer le compte d'une société en création et suivre la procédure (propre à chaque banque).	
Virement des fonds correspondant au capital social de la société sur le compte (proportionnel à la participation de chaque actionnaire)	
Déposer du dossier de demande d'immatriculation de la société (sur le site formalites.entreprises.gouv.fr) comprenant :	
<ul style="list-style-type: none">• Le formulaire de création,• Les statuts signés par l'ensemble des actionnaires,• Un justificatif de domiciliation,• L'attestation de dépôt de fonds,• Un justificatif de publication d'un avis de constitution dans un journal d'annonces légales,	
Pour chaque administrateur <ul style="list-style-type: none">○ Une copie de pièce d'identité,○ Une déclaration sur l'honneur de non-condamnation.	
Informers l'établissement bancaire de l'immatriculation de la société.	

I. Le montage envisagé par Saint-Flour Communauté

II. Atouts, Faiblesses, Opportunités, Menaces

III. La procédure de création de SAS

IV. La gestion de SAS

V. Les projets identifiés à ce jour

La gestion de SAS

- **La gestion administrative – La gouvernance**
- Obligatoire : désignation d'un Président
- Optionnel : désignation d'organes de gouvernance
 - Un Comité Stratégique et/ou ;
 - Un Conseil d'Administration et/ou ;
 - Une Assemblée Générale.

Dans ce cas-là, les statuts précisent :

- Le nombre d'administrateurs ;
- Les conditions de nomination et de révocation ;
- La répartition des pouvoirs ;
- Les règles de quorum et de majorité pour les décisions collectives.

La gestion de SAS

• La gestion administrative – Cas 1 : sans organes de gouvernance

SASU	SAS avec associés
<p>Seul un président est désigné dans les statuts. Il a alors tous les pouvoirs.</p> <p>La gestion est simple et efficace. En revanche, le président assume l'entière responsabilité de la gestion de la société.</p>	<p>Seul un président est désigné dans les statuts.</p> <p>Certaines décisions doivent être prises collectivement (approbation des comptes annuels, affectation du résultat, modification des statuts, nomination ou révocation des organes de direction), même sans organe de gouvernance.</p> <p>Les modalités sont décrites dans les statuts. Ces modalités peuvent être légères : simples consultations écrites par exemple.</p> <p>La gestion est plus simple et efficace qu'avec un organe de gouvernance mais la prise de décision doit tout de même être préparée avec chaque associé en amont.</p>

La gestion de SAS

• La gestion administrative – Cas 2 : avec organes de gouvernance

SASU	SAS avec associés
<p>Un président et désigné ainsi qu'un ou plusieurs organes de gouvernance (conseil d'administration et assemblée générale par exemple) composés de représentants de la collectivité.</p> <p>Les pouvoirs de chaque organe sont définis aux statuts.</p> <p>La société est gérée de manière plus « démocratique » mais est plus lourde à gérer (fonctionnement semblable à un bureau communautaire).</p>	<p>Un président et désigné ainsi qu'un ou plusieurs organes collégiaux composés de représentants de chaque associé.</p> <p>Les pouvoirs de chaque organe sont définis aux statuts.</p> <p>La gestion est plus lourde mais les instances des organes de gouvernance sont souvent des moments précieux pour faire progresser la stratégie de l'entreprise et faire vivre le partenariat.</p>

La gestion de SAS

• La gestion administrative – Les prestataires classiques

Prestataire	Missions	Coût estimatif
Expert-comptable	<p>Tenue de la comptabilité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Déclarations TVA et impôts • Elaboration des comptes • Option 1 : gestion des encaissements / décaissements • Option 2 : élaboration du budget annuel • Option 3 : conseils en gestion financière 	<p>Base : ~1.000-2.000€/an Option 1 : 500-1.000€/an Option 2 : 300-500€/an Option 3 : 500-1.000€/an</p>
Avocat en droit des sociétés	<ul style="list-style-type: none"> • Conseil juridique (sociétés de droit privé) • Assistance dans la mise en place du fonctionnement de la société (organes de gouvernance notamment) • Assistance dans toutes formalités juridiques en lien avec le droit des sociétés (création de société, rédaction de statuts et pacte, production de kbis, etc...) • Dans le cas où la société comporte des associés : <ul style="list-style-type: none"> ○ Assistance à l'approbation des comptes (rédaction de la documentation juridique, organisation de la décision collective des associés, rédaction du PV, signature) ○ Assistance à la validation des « conventions réglementées » • Elaboration et tenue des registres sociaux 	<p>1.500-2.500€/an (gestion courante)</p>

La gestion de SAS

- **La gestion administrative** – Les missions des ressources humaines internes ou services des associés
 - Définition de la stratégie d'entreprise et propositions stratégiques ;
 - Elaboration du budget (en autonomie ou en partenariat avec l'expert-comptable) ;
 - Surveillance de la trésorerie de la société et anticipation des besoins ;
 - Planification et mise en œuvre des décisions de la société (décisions de l'associé unique/des associés) ;
 - Passation et suivi des marchés ;
 - Suivi des prestataires, visa des factures, analyses des livrables, reporting ;
 - Relation partenariale avec les autres associés ;
 - Gestion du financement des projet.

La gestion de SAS

- La gestion administrative – Attention !

Les agents de collectivité territoriale **ne doivent pas travailler pour une société de droit privé gratuitement**. La société doit recruter ses propres ressources humaines ou élaborer un marché de prestation de gestion administrative, financière et opérationnelle (selon le besoin).

Cas In-House : la société peut mandater la collectivité sans mise en concurrence.

Hors-cas In-House : la société doit publier son appel d'offre et la collectivité peut y répondre, mais elle sera mise en concurrence.

Ce sujet doit être anticipé puisque le recrutement d'agents de la collectivité au sein de la société peut être complexe, voire impossible, à cause du risque de délit de pantoufflage. La HATVP considère que si un agent a contribué, même de manière minimale, à la constitution d'une société ou à sa gestion, il s'expose au délit de pantoufflage en rejoignant les effectifs de la société.

La gestion de SAS

- **La gestion administrative – Rapport d’activité de la société**

La présentation d’un rapport d’activité annuel au conseil communautaire est obligatoire pour les élus qui la représente au sein d’une SEM (Art. L1524-5 du CGCT).

Ce cadre **ne s’applique pas aux SAS** mais la collectivité peut choisir d’appliquer les mêmes règles, en vertu du principe de transparence de l’action publique.

La gestion de SAS

- **La gestion administrative** – Rédaction et publication des décisions de la société

Les décisions des associées doivent faire l'objet d'un procès-verbal et être consigné dans les **registres sociaux** de la société.

La transmission des procès-verbaux au représentant de l'état (préfecture ou sous-préfecture) de chaque organe de gouvernance est obligatoire pour les SEM.

Ce cadre **ne s'applique pas aux SAS** mais la collectivité peut choisir d'appliquer les mêmes règles, en vertu du principe de transparence de l'action publique.

La gestion de SAS

- La gestion administrative – Déport des élus

Quelle que soit forme d'une société détenue entièrement ou pour partie par une collectivité, les **élus** la **qui la représentent** au sein de ses organes de gouvernance (y compris le président) **doivent se déporter des décisions de la collectivité qui concernent cette société**, notamment :

- Attribution d'un contrat de la commande publique à la société ;
- Attribution de garantie d'emprunt ou aides (prestations de services, subventions, bonifications d'intérêts, prêts, rabais sur le prix de vente, location ou de location-vente de terrains nus ou aménagés ou de bâtiments neufs ou rénovés, d'avances, de crédit-bail) ;
- Sa nomination et sa rémunération le cas échéant.

La gestion de SAS

- **La gestion administrative** – Nomination des représentants de la collectivité

Les élus qui représentent la collectivité au sein de la société devraient être nommés pour une durée limitée à celle de leur mandat électif.

Dans ce cas, à chaque nouveau mandat, une délibération désignant les nouveaux représentants de la collectivité au sein de la société doit être prise.

I. Le montage envisagé par Saint-Flour Communauté

II. Atouts, Faiblesses, Opportunités, Menaces

III. La procédure de création de SAS

IV. La gestion de SAS

V. Les projets identifiés à ce jour

Les projets identifiés à ce jour

- **Parking Crozatier (941 kWc)**
 - Production annuelle : 1.200 MWh
 - Investissement total : 1.000.000 € HT
 - Dette bancaire couvrant 80-85% de l'investissement
 - Rentabilité prévisionnelle sur 20 ans (TRI) : **13,5%**



Les projets identifiés à ce jour

- **Parking Fleurus (499 kWc)**
 - Production annuelle : 610 MWh
 - Investissement total : 550.000 € HT
 - Dette bancaire couvrant 80-85% de l'investissement
 - Rentabilité prévisionnelle sur 20 ans (TRI) : **7,2%**
- Optimisation envisageable : augmentation de la puissance installée



Les projets identifiés à ce jour

- Centrale au sol Rozier Coren (999 kWc)
 - Production annuelle : 1.250 MWh
 - Investissement total : 1.000.000 € HT
 - Dette bancaire couvrant 80-85% de l'investissement
 - Rentabilité prévisionnelle sur 20 ans (TRI) : 5,7%



- Optimisation envisageable : augmentation de la puissance installée

Les projets identifiés à ce jour

- **Parking Halle d'animation de Pierrefort (69 kWc)**
 - Production annuelle : 75 MWh
 - Investissement total : 120.000 € HT
 - **Non-rentable dans cette configuration**
- Optimisation envisageable : augmentation de la puissance installée en étendant l'installation aux parkings à l'Est et à l'Ouest.

